

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 Plerin

Plerin, le 10/12/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/11/2025

### Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE DU PARC EOLIEN DE MAGOAR**

25 Place de la Madeleine  
75008 Paris

Références : 2025.362  
Code AIOT : 0005517587

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2025 dans l'établissement SOCIETE DU PARC EOLIEN DE MAGOAR implanté ... 22480 Magoar. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection faisait suite à l'arrêté de mesures immédiates pris le 17 octobre 2025 suite à la découverte d'un nombre important de mortalités de chiroptères constaté sur le site.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE DU PARC EOLIEN DE MAGOAR
- ... 22480 Magoar
- Code AIOT : 0005517587

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Magoar, constitué de 7 aérogénérateurs, a été autorisé par arrêté préfectoral en date du 14 octobre 2008. La puissance totale de ce parc éolien est de 5,6 MW.

Ce parc éolien est en fonctionnement depuis le 28 juillet 2010.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Réduction du risque de collision des chiroptères	Arrêté Préfectoral du 17/10/2025, article 2	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	OREOL	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2	Sans objet
4	Maîtrise des risques accidentels	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
5	Exercice d'entraînement	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17, 22 et 23	Sans objet
6	Maintenance des équipements de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
7	Contrôle visuel des pales	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > II.	Sans objet
8	Maintenance de systèmes instrumentés de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de confirmer la mise en œuvre effective des mesures de réduction imposées à la suite de la mortalité de chiroptères constatée sur le parc. L'exploitant devra poursuivre l'analyse de cet incident, notamment par l'étude de l'activité chiroptérologique en hauteur, afin d'en identifier précisément les causes et de définir des mesures de réduction adaptées.

L'exploitant devra également transmettre à l'inspection le rapport du suivi environnemental 2025, incluant cette analyse approfondie ainsi que les mesures correctrices envisagées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : OREOL

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, OREOL
<b>Prescription contrôlée :</b>  II. A compter de la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration doit être réalisée, et le cas échéant mise à jour dans un délai maximal de quinze jours après chacune des étapes suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- « le dépôt d'un dossier » de demande d'autorisation environnementale prévue par l'article R. 181-12 du code de l'environnement ;</li><li>- le dépôt d'un dossier au préfet « pour le renouvellement de l'installation » ;</li><li>- la déclaration d'ouverture du chantier de construction d'un ou plusieurs aérogénérateurs « y compris, le cas échéant, pour le renouvellement de l'installation » ;</li><li>- la mise en service industrielle des aérogénérateurs y compris, le cas échéant, après leur renouvellement ;</li><li>- le démarrage du chantier de démantèlement « de l'installation » : « - la scission d'un parc éolien en plusieurs parcs. »</li></ul> Lorsque l'étape correspondante a déjà été réalisée à la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration est réalisée dans les six mois après cette publication.
<b>Constats :</b>  Les données techniques du parc éolien ont été déclarées et publiées sur la plateforme OREOL. <b>Les dates clefs de la situation administrative :</b> Permis de construire : 14/10/2008 Mise en service : 28/07/2010  <b>Les caractéristiques du parc éolien :</b> Nombre d'éoliennes : 7 Puissance installée par aérogénérateur : 0,8 MW Constructeur des éoliennes : Enercon - E53 Hauteur totale en bout de pale : 86,5 m Hauteur de la nacelle nacelle : 73 m Diamètre du rotor : 53 m
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Suivi environnemental

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
---

<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi environnemental</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. [...] Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives.</p> <p>A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Situation du suivi environnemental</b></p> <p>Un suivi environnemental est en cours pour l'année 2025.</p> <p>Par courriel du 9 octobre 2025, le pétitionnaire a informé l'inspection de la survenue d'un <b>incident ayant entraîné la découverte de 19 chiroptères morts</b>, principalement des pipistrelles communes, le 8 octobre 2025, par le bureau d'études chargé du suivi.</p> <p>Cet événement a été déclaré comme incident.</p> <p><b>Mesures prises</b></p> <p>Au vu des éléments transmis le 09/10/2025, un arrêté préfectoral d'urgence a été pris, prescrivant <b>l'arrêt nocturne</b> de l'ensemble des éoliennes du parc de Magoar, <b>sans condition de vitesse de vent ni de température, et ce à titre conservatoire</b>, jusqu'à définition et mise en œuvre de <b>mesures correctrices pérennes</b>.</p> <p>Lors de l'inspection du 05/11/2025, l'exploitant de présenté l'historique des données d'exploitation précédant l'incident.</p> <p>La fiche de déclaration d'incident indique que <b>15 des 19 cadavres</b> étaient en <b>état "frais"</b>, suggérant une mortalité concentrée dans les <b>dernières nuits avant la découverte</b>.</p> <p>L'inspection a donc demandé à l'exploitant de présenter les données de vent sur <b>les quatre nuits précédant l'incident</b>, pour l'aérogénérateur <b>E5, sur la plage 18h00 – 08h00</b>.</p> <p>Les données de vent présentées indique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Nuit du 07/10/2025</b> : vitesse moyenne 3,13 m/s – pic à 4,5 m/s</li> <li>• <b>Nuit du 06/10/2025</b> : vitesse moyenne 3,81 m/s – pic à 5,9 m/s</li> <li>• <b>Nuit du 05/10/2025</b> : vitesse moyenne 4,46 m/s – pic à 5,2 m/s</li> <li>• <b>Nuit du 04/10/2025</b> : vitesse moyenne 5,52 m/s – pic à 6,90 m/s</li> </ul> <p>Au vu des vitesses moyennes de vent particulièrement faibles observées les nuits précédant l'incident, il est très probable que ces conditions aient favorisé une forte activité chiroptérologique.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant, en lien avec son bureau d'études, doit poursuivre l'analyse de cet incident, notamment par l'étude de l'activité chiroptérologique en hauteur, afin d'en identifier</p>

<p>précisément les causes et de proposer des mesures de réduction adaptées. L'exploitant devra également transmettre à l'inspection le rapport du suivi environnemental 2025, incluant cette analyse approfondie et les mesures correctrices envisagées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Réduction du risque de collision des chiroptères

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/10/2025, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Environnement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Article 2 : Actions correctives à mettre en œuvre</b></p> <p>Dans l'attente de l'analyse complète du suivi environnemental en cours, notamment du suivi d'activité en hauteur de nacelle de l'éolienne E3, ainsi que de la mise en œuvre de mesures correctrices pérennes visant à réduire le risque de collision des chiroptères, l'exploitant du parc éolien de Magoar est tenu de mettre à l'arrêt l'ensemble des éoliennes du parc en période nocturne, jusqu'au 15 novembre 2025, selon les modalités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de 1 heure avant le coucher du soleil à 1 heure après le lever du soleil,</li> <li>• sans condition de vitesse de vent ni de température.</li> </ul> <p>Le suivi environnemental 2025, et notamment le suivi d'activité chiroptérologique, doit être poursuivi jusqu'au 15 novembre 2025, afin de connaître l'activité des chiroptères sur la période automnale.</p> <p>Les allumages automatiques situés en pied d'éolienne doivent être neutralisés pendant la période nocturne, afin de ne pas attirer la faune volante.</p> <p>La plateforme de maintenance autour des éoliennes doit être entretenue de manière à maintenir une végétation clairsemée et rase.</p> <p>Ces mesures conservatoires ont pour objet d'éviter toute aggravation du phénomène de mortalité de chiroptères constaté sur le site, dans l'attente de l'analyse du suivi environnemental de 2025.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection des Installations Classées les enregistrements de fonctionnement du parc, permettant de justifier du respect des périodes d'arrêt nocturne et des conditions fixées ci-dessus.</p> <p>Le rapport de suivi environnemental de l'année 2025, accompagné des mesures correctives pérennes visant à réduire le risque de collision des chiroptères, devra être remis à l'inspection des installations classées au plus tard au 1<sup>er</sup> mars 2026. Les mesures correctrices pérennes devront être mises en œuvre au plus tard au 1<sup>er</sup> avril 2026.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection 05/11/2025, l'exploitant a présenté l'historique des données d'exploitation du parc éolien depuis la survenue de l'incident.</p> <p>L'analyse de ces éléments permet de <b>confirmer la mise en œuvre effective de l'arrêt nocturne des éoliennes, sans condition de vent ni de température :</b></p>

- Dans les nuits suivant l'incident, l'exploitant a procédé à un arrêt manuel des éoliennes, sur la plage horaire 18h00 – 10h00.
- Par la suite, les machines ont été programmées en arrêt automatique, de 1 heure avant le coucher du soleil à 1 heure après le lever du soleil, et ce jusqu'au 15 novembre 2025.

L'exploitant indique également que les allumages automatiques de pied de mât ont été neutralisés au 15/10/2025, afin d'éviter toute attraction lumineuse susceptible d'augmenter le risque de collision.

En revanche, lors de l'inspection terrain, il a été constaté la présence de végétation développée sur les plateformes de maintenance autour des éoliennes inspectées (E6 et E7), alors que l'arrêté préfectoral prescrit un entretien permettant de maintenir un couvert végétal rase, afin de limiter l'attractivité du site pour la faune volante.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra :

- **Définir et mettre en œuvre un protocole de neutralisation** des allumages automatiques situés au-dessus de la porte d'accès au mât, afin de garantir l'absence d'émission lumineuse en période nocturne.
- **Procéder à l'entretien et au débroussaillage des plateformes** des éoliennes.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 4 : Maitrise des risques accidentels**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15

**Thème(s) :** Risques accidentels, Maitrise des risques accidentels

#### **Prescription contrôlée :**

La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.

#### **Constats :**

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté :

- un registre des incidents et accidents.
- un registre des entraînements effectués aux situations d'urgence (simulation d'un feu en nacelle, survitesse de la turbine, Evacuation d'une victime par l'intérieur et l'extérieur de la machine).

Ces registres précisent les actions correctives qui ont été réalisés et le retour d'expérience permettant à l'exploitant de s'améliorer. Un exercice pratique lié à la maîtrise des risques a été réalisé lors de l'inspection, le 05/11/2025, sur le parc éolien inspecté. Cet exercice simule une

remontée d'alarme incendie au moyen d'un déclenchement du détecteur de fumée en nacelle. Cet exercice a fait l'objet d'un compte rendu de la part de l'exploitant comportant des mesures correctives.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Exercice d'entraînement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17, 22 et 23

**Thème(s) :** Risques accidentels, Exercice d'entraînement

**Prescription contrôlée :**

**Article 17 AMPG du 26/08/2011 susmentionné**

Le /.../ personnel compétent /.../ connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.

**Article 22 AMPG du 26/08/2011 susmentionné**

L'exploitant /.../ est en mesure de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai de soixante minutes /.../

**Article 23 AMPG du 26/08/2011 susmentionné**

/.../ L'exploitant ou un opérateur qu'il aura désigné est en mesure de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de quinze minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur. /.../

**Constats :**

Un exercice d'entraînement a été réalisé lors de l'inspection terrain sur l'éolienne E7. Les différentes étapes observées sont les suivantes :

12h01 : Le technicien d'Enercon contacte le centre d'opérations pour indiquer que la maintenance « vent » de l'éolienne E7 est terminée et qu'aucun personnel ne se trouve plus dans l'éolienne.

L'éolienne est alors remise en fonctionnement et se remet en production.

12h02 : Un second technicien, présent dans la nacelle mais non déclaré pour l'exercice, déclenche volontairement le détecteur de fumée de la nacelle.

L'éolienne E7, en fonctionnement depuis une minute, s'arrête immédiatement à la suite de cette détection.

12h03 : Le centre d'opérations rappelle le technicien d'Enercon afin de :

- l'informer du déclenchement du détecteur de fumée ;
- s'assurer de la mise en sécurité du personnel ;
- l'avertir qu'un signalement va être transmis au SDIS.

12h20 : Le centre d'opérations recontacte le technicien d'Enercon pour lui confirmer que le SDIS ainsi que le département HSE interne ont été informés de l'incident.

Il est précisé qu'il sera nécessaire de guider le SDIS sur site jusqu'à l'éolienne concernée.



12h24 : Fin de l'exercice. L'exploitant procède à l'information du SDIS et du département HSE.
12h36 : Retrait de l'alarme sur l'éolienne afin de permettre sa remise en fonctionnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Maintenance des équipements de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance des équipements de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur.
<b>Constats :</b>  Les rapports de maintenance transmis pour l'éolienne E1 (maintenance principale du 14/09/2024 et du 17/01/2025, maintenance « vent » du 15/04/2024 et du 10/01/2025) attestent de la réalisation des contrôles requis : <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Équipements de mise à l'arrêt :</b> contrôle du dispositif d'arrêt de l'éolienne (point 82).</li> <li>• <b>Équipements de mise à l'arrêt d'urgence</b> (points 74, 75, 76, 79 et 80) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- contrôle des boutons d'arrêt d'urgence situés sur l'armoire de commande de la nacelle et à l'entrée du mât,</li> <li>- contrôle de l'arrêt d'urgence par le dispositif de blocage du rotor,</li> <li>- contrôle de l'arrêt d'urgence par le capteur de vibrations</li> </ul> </li> <li>• <b>Dispositifs de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse :</b> test du capteur de survitesse (point 2 de la maintenance « vent »).</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Contrôle visuel des pales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > II.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des pales
<b>Prescription contrôlée :</b>  Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de

fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.
<p><b>Constats :</b></p> <p>En complément des contrôles visuels réalisés lors des maintenances « principale » et « vent », l'exploitant met en œuvre des inspections approfondies de l'état des pales.</p> <p>Pour l'éolienne E6, deux contrôles ont été présentés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Inspection Cornis du 20/10/2024 :</b> Photographies prises par un télescope. L'analyse des photographies est automatisée par une intelligence artificielle. Le rapport, vérifié par l'exploitant, conclut à la présence de dommages "légers".</li> <li>• <b>Inspection Enercon du 28/05/2025 par drone :</b> le rapport confirme également des dommages "notifiables" et "mineurs".</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Maintenance de systèmes instrumentés de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > III.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance de systèmes instrumentés de sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.</p> <p>L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les rapports de maintenance transmis pour l'éolienne E1 (maintenance principale des 14/09/2024 et du 17/01/2025) attestent de la réalisation annuelle des contrôles des systèmes instrumentés de sécurité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Détecteur de fumée en salle des machines (point n°49)</li> <li>• Système de contrôle du couple(point n°54)</li> <li>• Capteur de bruits de la tête du rotor(point n°64)</li> <li>• Contacts de fin de course des pales A, B et C(points n°66, 67 et 68)</li> <li>• Arrêt d'urgence par le dispositif de blocage du rotor (point n°79)</li> <li>• Arrêt d'urgence par le capteur de vibrations (point n°80)</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite